

## VERS UN HORIZON POST-CAPITALISTE DES DÉRIVES FINANCIÈRES ?

Yves Citton

Association Multitudes | « Multitudes »

2018/2 n° 71 | pages 33 à 44

ISSN 0292-0107

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-multitudes-2018-2-page-33.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Association Multitudes.

© Association Multitudes. Tous droits réservés pour tous pays.



# Majeure 71

# Dériver

# la finance

*Faut-il être fou pour aller chercher du côté des pires excès du capitalisme contemporain – l’emballement délirant des produits dérivés qui a conduit à l’effondrement financier de 2008 – la possibilité d’une échappée post-capitaliste ? En poursuivant la réflexion sur le « post-capitalisme » entamée dans le numéro 70 de Multitudes, cette majeure propose des contributions appelant à réinterpréter les fondements, les implications et les potentiels de la finance néolibérale. Elle explore aussi les nouvelles possibilités d’agencement en plateformes introduites par les blockchains, crypto-monnaies et autres smart contracts, bien au-delà du seul cas des Bitcoins. Et si la vraie folie était de ne pas croire à la puissance effective de la folie (financière) dans le monde humain ?*

# Vers un horizon post-capitaliste des dérives financières ?

Yves Citton

Et si le post-capitalisme devait venir de là où on l'attend le moins ? Et s'il était déjà en train de surgir du cœur même du monstre, depuis les rangs enfiévrés de cela même qui le fait surchauffer depuis quelques décennies, mais qui le travaille et le met périodiquement en crise depuis ses tout débuts, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ? Et si c'était dans les arcanes de la finance que prenait d'ores et déjà forme l'un des replis constitutifs du post-capitalisme ? Toute une série de penseurs (post?-)marxistes, les plus stimulants parce que les plus hétérodoxes, se sont en effet retrouvés récemment autour d'une analyse croisée de la notion de produits dérivés (*derivatives*) qui mérite de retenir toute notre attention. Les trois contributions réunies ici poursuivent la réflexion menée dans le numéro 70 de *Multitudes*, en se penchant cette fois sur l'hypothèse d'un horizon post-capitaliste de la finance néolibérale.

On a raison de dénoncer les aberrations d'une finance qui concentre les richesses dans les mains de quelques actionnaires survitaminés, en vampirisant le travail humain sur toute la planète. Mais cette dénonciation suffit-elle à nous faire comprendre ce qui se joue dans les mécanismes de plus en plus alambiqués des dérivations financières ? Ne se leurre-t-on pas, à gauche, en appelant à dégonfler toute cette folie financière, pour la faire retomber sur les pieds rassurants de « l'économie réelle » ? Cette majeure fait l'hypothèse que des choses beaucoup plus profondes, et bien réelles, se jouent dans les arcanes de la finance hypertrophiée de ces dernières décennies. C'est d'abord une certaine *logique sociale* propre aux produits dérivés, qui fait de la spéculation un opérateur de réassemblage (pour le moment calamiteux) de nos relations entre humains, ainsi qu'avec les non-humains. C'est ensuite une forme de pouvoir à repérer du côté des « investis » que nous devenons tous, riches et pauvres. Ce sont enfin les nouvelles possibilités d'agencement en plateformes introduites par les blockchains, crypto-monnaies et autres *smart contracts*, bien au-delà du seul cas déjà obsolète des Bitcoins. Et si ce qui fermente dans l'actuel cloaque financier pointait à la nécessité de réévaluer la valeur ?

### Aberrations et dérivations financières

L'argument est complexe, surprenant, mais stimulant. Réduit à sa formulation la plus succincte, il prend la forme d'un retournement, à interpréter comme un repli. La gauche bien-pensante dénonce (non sans raison) les produits dérivés comme le parangon de l'aberration financière dévoyée, autonomisant « la folie spéculative » aux dépens tragiques de « l'économie réelle ». Ces mêmes produits dérivés se trouvent toutefois tramer en sous-main une « logique sociale » tissant du lien entre des réalités hétérogènes, que nos modes de collaboration attachent les uns aux autres, mais dont nos cartographies économiques actuelles sont incapables de nous faire prendre la vraie mesure. Autrement dit : l'axiomatique extractiviste poussée à son comble par le capitalisme boursier se trouverait avoir mis au point, avec la logique sociale de la dérivation financière, un mécanisme potentiellement capable de reconstruire une attention salvatrice à nos milieux naturels et sociaux<sup>1</sup>.

La thèse de « l'auto-dépassement du capitalisme » (version du marxisme scientifique) ou du « socialisme du capital » (version opératoire) n'est bien entendu pas nouvelle en soi. Elle sent même un peu trop l'auto-accomplissement de l'Histoire dans la dialectique de la Raison hégélienne (dûment rusée) pour ne pas soulever une légitime suspicion a priori. Il n'en est pas moins frappant de voir des anthropologues (Arjun Appadurai, Benjamin Lee, Edward Lipuma), des économistes-informaticiens (Elie Ayache), des politistes (Robert Meister), des historiens de sciences (Graham Burnett), des philosophes (Michel Feher, Brian Massumi, Erik Bordeleau), des théoriciens du mouvement (Randy Martin) se plonger dans les arcanes de la spéculation financière, voire entrer en dialogue avec des anciens de Goldman Sachs ou de Lehman Brothers, pour essayer de comprendre ce qui se joue dans les mécanismes de titrisation, d'achats à terme, d'options, de quotient de volatilité et d'équation Black-Scholes – mécanismes que l'on agrègera ici sous le terme générique de *dérivation financière*<sup>2</sup>.

Précisons d'emblée que le but n'est nullement de « blanchir », de « rationaliser » ou de « justifier » les aberrations financières qui ont conduit à l'effondrement bancaire de 2008 – encore moins de les nier – mais de commencer par *comprendre*, plutôt que de se précipiter à dénoncer et condamner, ce qui se joue *de social et d'anthropologique* dans de tels montages financiers, au-delà des sommes comptables qui se trouvent mises sur la table du jeu spéculatif.

### Fuite des investis et communs de la finance

Dans un important ouvrage récent, Michel Feher met en lumière certains germes de potentiels post-capitalistes dans la financiarisation de notre vie quotidienne qui fait de chacun de nous – quoique très inégalement – à la fois des investisseurs et des investis<sup>3</sup>. L'omniprésence de la dette constitue certes, comme l'a bien montré Maurizio Lazzarato, un nouveau moyen

<sup>1</sup> L'expression la plus concise et la plus intrigante en est fournie dans la traduction française des bonnes feuilles du livre de Randy Martin, *Knowledge LTD. On the Social Logic of Financial Derivatives*, Philadelphie, Temple University Press, 2015, publiée ici-même.

<sup>2</sup> Voir Benjamin Lee & Randy Martin (éd.), *Derivatives and the Wealth of Societies*, University of Chicago Press, 2016.

<sup>3</sup> Michel Feher, *La société des investis*, Paris, La Découverte, 2017.

de contrôle social, particulièrement retors et efficace. Mais elle manifeste également des rapports de dépendance qui, dès lors qu'on prend la mesure de leur nature socio-anthropologique, peuvent aboutir à d'importants renversements de pouvoir<sup>4</sup>. De la société (capitaliste) des endettés à la société (post-capitaliste?) des investis, il pourrait n'y avoir que quelques effets de bascule, que nul n'envisage actuellement comme digne du titre de «révolution», mais qui pourraient néanmoins avoir des résultats transformateurs tout aussi profonds. C'est cette hypothèse qu'explorait déjà Melinda Cooper dans un article de 2012, traduit ici pour nous aider à mesurer ce que la perspective d'une fuite des investis peut révéler d'un retournement possible des rapports de force. La financiarisation de la vie quotidienne, en même temps qu'elle assure la mainmise du capitalisme sur nos existences, expose ce dernier à de nouveaux risques et à de nouvelles fragilités.

Au risque de paraître sacrilège et de se voir accusé de sophisme, opérons un petit montage pour rapprocher – artificiellement ou artificieusement – les opérations de la finance et le travail du commun. Toni Negri précise bien, au détour de l'article publié dans le numéro précédent de *Multitudes*, qu'il ne suffit pas de considérer comme «commun» tout ce qui se trouve naturellement donné à tous antérieurement à la capture opérée par l'appropriation capitaliste. Il propose de réserver la référence au *commun* à la désignation de *ce qui résiste aux différentes formes de privatisation* sur lesquelles repose (et que favorise en retour) l'axiomatique capitaliste.

Force est alors de constater que la finance – telle que l'effondrement de 2008 en a (pour la énième fois) dévoilé la nature profonde – représente à la fois la privatisation capitaliste dans ce qu'elle a de plus aberrant et la nécessité interne d'une résistance aux aberrations de cette même privatisation. Les institutions *too big to fail* incarnent de la façon la plus spectaculaire, et la plus scandaleuse, cette résistance interne à la privatisation de la part des principaux vecteurs de la privatisation. Les réalistes désillusionnés n'y voient que la monotone récurrence du vieil adage de la privatisation des profits et de la socialisation des pertes. Mais les imaginatifs n'auront peut-être pas tort d'y voir aussi le symptôme d'une nécessité qui replie la finance sur elle-même – re-pli qui n'appelle pas forcément à son grand remplacement. L'enjeu principal pourrait être de comprendre en quoi, à travers ce re-pli, certaines fonctions sociales de la finance résistent à certaines appropriations privatisantes de la même finance. Pourquoi ne pas prendre au sérieux l'hypothèse d'une certaine agentivité du commun au cœur même de la folie spéculative de Wall Street – encore une fois, sans l'exonérer pour autant des exploitations, des injustices, des dommages et des crimes qu'elle se trouve causer aujourd'hui à travers le monde? Le défi – trop rarement évoqué – des mobilisations politiques actuelles pourrait bien être, comme invite à le penser Melinda Cooper, de *stratégiser* cette dimension politique des interdépendances financières. Par quelles stratégies d'alliances, de mises en commun, de luttes, retourner les mécanismes de la finance contre les colosses aux pieds d'argile qui en bénéficient effrontément?

<sup>4</sup> Voir à ce propos Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2010, ainsi que le dossier « Dette? Quelle dette? » paru dans *Multitudes*, n°49 (2012).

### Capitaliser la catastrophe?

Dans un domaine apparemment très différent, Razmig Keucheyan a bien mis en lumière la part croissante que jouent les divers mécanismes de dérivation financière dans la façon dont le capitalisme vert entend juguler les conséquences des catastrophes environnementales en cours<sup>5</sup>. La privatisation capitaliste a besoin de s'assurer contre les risques, à commencer par ceux qu'elle génère elle-même, et – que cela passe par des *cat bonds* (obligations-catastrophes inventées dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour atténuer le choc des intempéries sur la production agricole), par des quotas carbone, par des achats à terme ou par des mécanismes identifiés comme relevant de la corruption – la socialisation des risques inhérente aux dispositifs assurantiels fait émerger un hommage du vice privatisé à la vertu incontournable des communs.

Razmig Keucheyan pousse au bout de sa logique la plaisanterie de Fredric Jameson évoquée dans le dernier numéro de *Multitudes*: si nous avons plus de peine à imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme, c'est que nous avons l'intuition – tout à fait fondée, selon lui – que le capitalisme saura parfaitement survivre à la fin du monde. Que ce soit au prix (financièrement inconséquent) du sacrifice de millions de pauvres emportés par le dérèglement climatique, par la bunkérisation des privilégiés ou par l'imposition contrainte des normes aseptisées de la « croissance verte » et des dispositifs de surveillance de la « sécurité globale », l'axiomatique capitaliste saura faire profiter certains de l'effondrement écologique aussi habilement qu'elle a toujours su faire profiter les mêmes des pires calamités guerrières<sup>6</sup>.

### Une logique sociale en émergence

C'est en alternative à cette perspective, certainement réaliste mais néanmoins catastrophique, qu'il convient de ré-ouvrir un horizon post-capitaliste. Et c'est dans un tel contexte que se trouve aujourd'hui revisitée la logique sociale de la dérivation financière. Les manuels de finance et de management définissent les *produits dérivés* (*derivatives*) comme des contrats dont la valeur fluctue par attachement à la valeur d'un autre produit (qualifié de « sous-jacent »), sous l'horizon d'un règlement à effectuer à une certaine date future. Un éditeur de périodique peut ainsi, par exemple, s'assurer contre les variations futures du prix du papier, non répercutables sur le prix de vente de son magazine, en établissant un contrat (*dérivatif*) avec quelqu'un qui lui garantisse, au *terme* d'un an, un certain prix du papier (produit *sous-jacent*). Il lui suffit pour cela de trouver quelqu'un qui fasse le pari que, à l'horizon d'un an, le prix effectif du papier sur le marché sera inférieur à celui qu'il aura contracté, lui apportant ainsi une marge bénéficiaire.

On est donc bien ici dans le « minage d'information » évoqué au début de ces réflexions: ce qui assure des profits dans le monde des produits dérivés, c'est (en principe, du moins) la capacité à gérer une surabondance d'information de façon à en tirer des prévisions marginalement mieux adaptées aux évolutions à venir. Peu exploité jusqu'en 1990, le

<sup>5</sup> Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille*, Paris, La Découverte/Zones, 2014, p. 75-136. Voir aussi l'article passionnant de D. Graham Burnett, « The Bonds of Catastrophe », *Cabinet*, n°57 (2015), p. 73-78.

<sup>6</sup> Sur ces questions, voir Eric Alliez et Maurizio Lazzarato, *Guerres et capital*, Paris, Éditions Amsterdam, 2016.

marché des produits dérivés s'est développé de façon exponentielle depuis, arrivant à presque 400 000 milliards de dollars en 2006, et à environ 600 000 milliards de dollars en 2012, malgré l'effondrement de 2008.

En s'appuyant sur les travaux de Randy Martin, on peut définir l'efficacité et les dynamiques caractéristiques de *la logique sociale de la dérivation financière* à travers six traits constitutifs :

**1° Une excédence par débordement.** La « dé-ri-va-tion » évoque étymologiquement le fait pour une rivière de « déborder de ses rives » par surabondance d'eau. De même, la dérivation financière témoigne-t-elle d'un excès d'information et de richesse, disponible dans le présent et prêt à fluer vers des territoires inexplorés de l'avenir.

**2° Une spéculation en mouvement.** Ne requérant que peu de placements initiaux (contrairement aux investissements de capital fixe exigés par la machinerie d'une usine), les produits dérivés émanent d'un constant effort d'adaptation spéculatif du présent aux développements anticipés du futur, au sein d'un univers caractérisé par un incessant mouvement.

**3° Une combinatoire de l'hétérogène.** L'explosion des produits dérivés a vu se multiplier des paris sur les biens et services les plus improbables, attachant leurs destins aux produits sous-jacents les plus inattendus. Une étonnante inventivité financière a misé sur des liens entre les réalités les plus hétérogènes, donnant l'image – spéculative, au sens philosophique du terme ! – d'un monde au sein duquel tout est virtuellement lié à n'importe quoi, un monde dont les dérivations financières mettent au jour (et mettent à jour) d'inextricables solidarités imperceptibles.

**4° Un arbitrage par itération virale.** La dérivation fraie le chemin de vastes recombinaisons globales à travers une itération de petits arbitrages locaux, dont la puissance tient à leur diffusion virale.

**5° Une perpendicularité envers les attentes majoritaires.** La dérivation est d'autant plus profitable pour la partie contractante qu'elle prend à contre-pied les anticipations considérées comme les plus probables. Elle tend ainsi à fomenter des mouvements latéraux, horizontaux, inattendus et imprévisibles, qui décentrent et reconfigurent les verticalités hiérarchiques les mieux assises.

**6° Une dissolution de souveraineté.** Quoique motivées de part en part selon les calculs d'intérêts d'agents privés, les dynamiques de dérivation tendent à la dépossession de ce qui constitue des « soi » et des possessions stables, érodant ainsi toute ambition de souveraineté – au point que Randy Martin y voit une continuation du mouvement multiséculaire de décolonisation.

On le voit, la logique sociale des dérivations financières recoupe en beaucoup de points ce qui a été théorisé depuis quelques décennies comme les dynamiques propres aux multitudes. Au lieu de considérer son analyse anthropologique comme le symptôme d'une trahison de la classe ouvrière par des renégats de la cause opéraïste, on pourrait aussi bien y trouver une incitation à mieux comprendre ce qui fait une certaine force actuelle de la finance – non pour prôner une soumission aveugle à ses diktats mais, tout au contraire, pour imaginer de nouvelles manières de trouver, en son sein même, de quoi nous en réapproprier la puissance.

### Blockchain : du bitcoin aux *smart contracts*

Le problème de voir un horizon post-capitaliste s'esquisser dans la logique des produits dérivés n'est pas seulement une affaire d'analyse, d'explication et de réinterprétation. C'est aussi et d'abord un problème pratique. Quels dispositifs imaginer pour tirer profit commun de ce qui tire actuellement des profits privatisés de nos solidarités communes? C'est précisément ce qu'essaient de faire trois contributions à ce dossier. Guillaume Helleu et Antony Masure commencent par proposer une introduction éminemment pédagogique à l'histoire ainsi qu'au fonctionnement des blockchains et autres crypto-monnaies. Ils montrent élégamment comment des dynamiques politiques, irréductibles à la simple émergence d'une nouvelle monnaie comme le Bitcoin, travaillent en profondeur, dès l'origine, les choix techniques et les enjeux sociaux inhérents au design même de ce type de plateformes collaboratives.

Les deux autres contributions, complémentaires entre elles et résultant de collaborations mutuelles, sont proposées par le collectif Economic Space Agency (ECSA) et par le philosophe Brian Massumi (qui est également membre de l'ECSA). Le premier esquisse un projet de finance alternative, post-capitaliste en ce qu'il adopte explicitement un paradigme non-extractiviste. Le second présente en primeur quelques-unes de ses *99 Thèses sur la réévaluation de la valeur*, à paraître prochainement avec pour sous-titre *Un manifeste post-capitaliste*. Ensemble, ils partent de l'intuition que quelque chose d'important mérite d'être à la fois appris, critiqué et réagencé au sein de la logique sociale des dérivations financières.

Tous les deux s'efforcent aussi de mesurer à la fois les potentiels et les limites des nouvelles procédures de *blockchain* permettant aux réseaux numériques de générer de la fiduciaire à travers le seul traitement numérique de l'information, grâce au nouveau pouvoir des protocoles assurant la compatibilité d'infrastructures décentralisées<sup>7</sup>. L'idée de base en est d'enregistrer numériquement l'intégralité de la séquence de transactions qui a conduit à l'état présent du système, en tirant parti des procédures sécurisées de cryptage et de la possibilité de conserver en parallèle une multiplicité d'enregistrements décentralisés, lesquels se servent de garants les uns aux autres. C'est bien, ici aussi, une alternative qui est proposée aux modèles traditionnels de souveraineté verticale, qui dominent encore aussi bien notre imaginaire politique que nos institutions financières.

Loin de prendre pour paragon le Bitcoin, les trois contributions réunies ici en font une critique sévère, qui n'y voit qu'un aplatissement de la puissance des blockchains sur des finalités individualistes pleinement réductibles à l'axiomatique capitaliste. Ils montrent qu'on ne sortira de celle-ci qu'en faisant évoluer les blockchains en direction, non seulement d'une nouvelle forme de crypto-monnaie mais, bien plus ambitieusement, en direction d'une *plateforme de blockchain promotrice de « smart contracts »* – c'est-à-dire de « contrats intelligents », terme doublement justifié puisqu'il permet à notre intelligence collective de s'organiser en rendant « inter-lisibles » (*inter-legere*) les contrats que nous passons entre nous.

<sup>7</sup> Voir sur ce point l'ouvrage classique d'Alexander Galloway, *Protocol. How Control Exists After Decentralization*, Cambridge, MA, MIT Press, 2006. Sur les implications socio-anthropologiques plus larges de la computation, voir aussi Wendy Chun, *Programmed Visions*, Cambridge MA, MIT Press, 2012.

L'idée est ici de fournir une plateforme de transaction décentralisée, fiduciairisée par une blockchain, qui permette d'échanger, de façon non monétaire, des appels et des offres de services, des demandes et des propositions de collaborations à venir. On ferait ainsi muter toute une série de mérites de la logique sociale des dérivations financières, mais en les mettant au service d'une conception *qualitative* de la valeur du travail créatif humain – et non plus seulement au service d'une extraction purement *quantitative* de profit capitaliste, comme c'est le cas actuel des mécanismes financiers.

Le post-capitalisme qui s'esquisse autour de l'ECSA se présente comme une réappropriation des appareillages techniques, médiologiques, institutionnels élaborés par la finance capitaliste, dans sa phase la plus follement extractiviste (y compris dans ses déclinaisons libertariennes, comme le bitcoin, dont on sait que la consommation d'électricité est proprement démente). On retrouve ici un geste similaire à celui de Toni Negri montrant que le capital fixe est désormais incarné dans les travailleurs eux-mêmes, leur corps, leur esprit, leur réseau de relations propres (bien davantage que dans des machines dont la propriété et le contrôle leur échappent). Cette analyse des dérivés et des potentiels des *smart contracts* met également en lumière la présence d'un commun dont le tramage infiniment complexe implique – au sens littéral de « plié ensemble » – les présences, les contributions, les risques, les promesses, les espoirs portant sur des facteurs si terriblement diffus que nul ne peut en mesurer rigoureusement les parts respectives, facteurs hétérogènes dont la spéculation actuelle s'efforce de traire des opportunités de retours financiers.

Le défi est de savoir si et dans quelle mesure ces appareillages peuvent être retournés contre ce qui les a fait naître, ou du moins détournés loin de leur finalité originelle. Audrey Lorde affirmait jadis qu'on ne pouvait espérer démanteler la maison du maître avec les outils du maître<sup>8</sup>. Le *Manifeste post-capitaliste* de Brian Massumi et la plateforme proposée par l'ECSA font le pari inverse – mais en poussant leur démarche jusqu'à reconfigurer la définition même de ce qui fait valeur entre nous. Leur post-capitalisme utilise les outils du maître non tant pour défaire sa maison que pour remettre à plat ses fondations – en recyclant ses matériaux pour en construire un édifice moins bancal.

### Oligarchies et hétérarchies

Un tel pari pose bien entendu de nombreux problèmes. Qu'est-ce qui garantirait la plateforme imaginée par l'ECSA, aussi décentralisée puisse-t-elle se prétendre, d'exercer une forme de contrôle « totalitaire » sur nos comportements, dès lors que tout pourrait s'y trouver inscrit, enregistré, vérifiable, imputable à responsabilité (et donc à crime)? En quoi ce beau projet n'ouvre-t-il pas la porte à une mondialisation du *Zhima Credit*, cet algorithme de moralisation mis en place en Chine depuis quelques années, qui attribue un index de moralité aux 200 millions de porteurs de la carte Alipay. Selon le type de transaction qu'ils auront

<sup>8</sup> Audrey Lorde, « Master's Tools Will Never Dismantle the Master's House » (1984), in *Sister Outsider: Essays and Speeches*, Berkeley, Crossing Press, 2007, p. 110-114.

contracté, selon le type d'amis avec lesquels ils sont en contact, selon le type de demandes envoyées à leur moteur de recherche, un score est computed pour quantifier leur attractivité, leur employabilité, leur sociabilité, en fonction de leur alignement sur quelques principes de moralité par ailleurs très opaques et éminemment discutables (quoiqu'indiscutés)<sup>9</sup>?

On répondra mieux à de telles questions à la lumière du concept d'hétérarchie, qu'Igor Krasavin – dans l'article publié dans le n°70 de *Multitudes* contenant la première partie de ce dossier consacré au « post-capitalisme » – reprend au cybernéticien Warren McCulloch pour montrer son parallélisme avec le concept marxiste de *General Intellect*. Qu'est-ce qu'une *hétérarchie*? Une coexistence, au sein d'un même réseau de solidarités, de systèmes de valeurs irréductibles à une structuration totalisante, qui organiserait l'ensemble des choix selon une hiérarchie linéaire et univoque. Une hétérarchie se compose d'une multiplicité de principes de valorisation hétérogènes, qui s'entrecroisent et se co-conditionnent mutuellement, ouvrant de nouvelles dimensions les uns par rapport aux autres, mais qui ne sauraient s'aligner sous un unique ensemble de principes dominants.

Que gagne-t-on à concevoir le *General Intellect* – identifié pour l'occasion à l'ensemble que forment les réseaux de réseaux à travers lesquels (presque) tout communique désormais avec (presque) tout – comme une hétérarchie? Plus personne, hors des cercles fondamentalistes et intégristes qui font beaucoup parler d'eux mais regroupent finalement assez peu d'adeptes, ne propose d'organiser nos sociétés selon des principes strictement *hiérarchiques*. Les meilleures analyses de l'internet aident à y repérer une structuration de plus en plus *oligarchique*, au sein de laquelle quelques oligopoles (les GAFAM, BATX et autres NATU) conditionnent de facto les comportements – et les valorisations – de la plupart d'entre nous<sup>10</sup>. Y reconnaître également une dimension *hétérarchique* permet de nuancer et de relativiser à la fois les angoisses de contrôle totalitaire et les espoirs d'émancipation illimitée. Quoi qu'on en dise, *une hétérarchie ne se laisse pas « gouverner »*, ni pour le meilleur, ni pour le pire – ne serait-ce que parce que la métaphore du gouvernement, qui est derrière l'idéologie du gouvernement comme de la gouvernance, implique une structure de commandes linéaire et hiérarchique, que la notion d'hétérarchie permet justement d'invalider.

### Notre avenir post-capitaliste

Prendre la mesure et tirer les conséquences de l'irréductible pluralité des systèmes de valeurs qui coexistent entre nous, à l'échelle locale comme à l'échelle planétaire, est à la fois le plus grand défi et la plus grande ressource de l'univers post-capitaliste qui se met en place simultanément sous nos pieds et devant notre horizon. L'axiomatique capitaliste s'est progressivement – et parfois régressivement – imposée sur les plus larges pans de notre planète,

<sup>9</sup> Voir à ce sujet l'inquiétant article de Mara Hvistendahl, « Inside China's Vast New Experiment in Social Ranking », *Wired Magazine*, 14 décembre 2017, disponible en ligne sur [www.wired.com/story/age-of-social-credit](http://www.wired.com/story/age-of-social-credit)

<sup>10</sup> Voir par exemple l'excellent livre récent de Nikos Smyrniotis, *Les GAFAM contre l'internet. Une économie politique du numérique*, Paris, INA, 2017.

en grande partie grâce à sa capacité à dissoudre et à intégrer des systèmes de valeurs très différents entre eux. Elle ne les tolère toutefois en son sein que pour autant qu'ils sacrifient au rite de la quantification des profits, tel que le met en scène la prestidigitation financière. C'est cette hiérarchie exclusivement quantificatrice qui permet à l'extractivisme de faire l'impasse sur le renouvellement des ressources et des moyens de production dont il abstrait ses bénéfices. Mais c'est cette même hiérarchie qui en arrive aujourd'hui à buter dramatiquement à la fois contre les résistances du commun à des modes de privatisation suicidaires, contre les besoins assuranciers internes de la machine financière, et contre les limites de gouvernabilité inhérentes à toute structure hétérarchique.

En nous invitant à analyser notre monde en termes de classe vectorialiste, d'extractivisme, de strates archéologiques, de rente, de plèbe, de corruption, de réappropriation du capital fixe, d'hétéromation, de commun comme résistance à la privatisation, de logique sociale de la dérivation financière, de blockchains, de contrats intelligents et d'hétérarchie, la boîte à outils ébauchée dans ces deux numéros de *Multitudes* permet de bricoler au moins trois conclusions, très générales et très provisoires, quant aux perspectives d'évolution vers un avenir post-capitaliste.

En premier lieu, ce qui a longtemps fait la force de l'axiomatique capitaliste, à savoir sa capacité à intégrer les hétérogénéités pour autant qu'elles se soumettent à la loi de la quantification des profits, tend désormais à en faire la faiblesse : notre avenir post-capitaliste devra impérativement apprendre à « réévaluer la valeur » pour, comme nous invite à le faire Brian Massumi, inventer des dispositifs favorisant l'hétérarchie *qualitative* des valeurs, plutôt que leur hiérarchisation quantitative.

En deuxième lieu, par contraste avec les discours misérabilistes de la gauche bien-pensante, notre avenir post-capitaliste puisera ses ressources dans une plus juste mesure de la *surabondance* (d'information, de sensibilités, de savoirs, d'imaginations, de désirs, comme de moyens de production et de sources de plaisirs) qui caractérise notre époque historique : c'est de la dé-ri-ation, du débordement de cette surabondance qu'il faut espérer et faire advenir une sortie par le haut de l'ornière capitaliste.

Enfin, en troisième et dernier lieu, la forme et le destin de l'« autre chose » vers laquelle se dirige notre avenir post-capitaliste se décideront dans les façons dont nous parviendrons, dès aujourd'hui, à lutter contre l'autodestruction extractiviste en promouvant des relations attentionnées à nos milieux d'existence, qu'il s'agisse de nos milieux naturels (physico-biologiques), de nos milieux sociaux, ou de nos milieux culturels. Or, cela implique à son tour une métamorphose, en profondeur et en parallèle, de nos médiarchies et de nos conceptions de l'attention. L'information ne minera le capital (vers autre chose que notre effondrement général) que dans la mesure où nous saurons traiter comme des biens communs à la fois la façon dont les media structurent nos attentions et la façon dont nos attentions vivifient ce qui nous en arrive. Le post-capitalisme sera ce que nos capacités de construction de communs nous donneront les moyens d'en faire – aussi bien à travers nos postes communicationnelles (nos vecteurs numériques et post-numériques) qu'à travers nos postures interprétatives (nos agencements collectifs de pensée et d'action).